

2022-2023 Rapport sur les résultats ministériels - États financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 (non audité)



Agence fédérale de développement
économique pour le Nord de l'Ontario

Federal Economic Development
Agency for Northern Ontario

Canada 

Cette publication est également offerte par voie électronique sur le site Web de FedNor :
<https://fednor.canada.ca/fr/transparence/2022-2023-rapport-resultats-ministeriels-etats-financiers>

Pour obtenir un exemplaire de cette publication ou un format substitut (braille, gros caractères, etc.), veuillez communiquer avec :

FedNor : Unité des communications

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

19, rue Lisgar, bureau 307

Sudbury (Ontario) P3E 3L4

Canada

Téléphone (sans frais au Canada) : 1-877-333-6673

ATS (pour les personnes malentendantes) : 1-866-694-8389

Heures de bureau : de 8 h 30 à 17 h (heure de l'Est)

Adresse de courriel : fednormediarelations-relationsaveclesmediasfednor@ised-isde.gc.ca

Autorisation de reproduction

À moins d'indications contraires, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario soit mentionnée comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans la présente publication dans un but commercial, veuillez communiquer avec l'Unité des communications de FedNor, aux coordonnées ci-dessus.

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.

Cat. No. lu91-1/12F-PDF

ISSN 2819-6546

Also available in English under the title: 2022-23 Departmental Results Report - Financial Statements.



Table des matières

1. Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers.	4
2. État de la situation financière	6
3. État des résultats et de la situation financière nette ministérielle	6
4. État de la variation de la dette nette ministérielle	8
5. État des flux de trésorerie	9
6. Notes afférentes aux états financiers	10
1). Pouvoirs et objectifs	10
2). Sommaire des principales conventions comptables	10
3). Autorisations parlementaires	13
4). Comptes créditeurs et charges à payer	14
5). Avantages sociaux futurs	15
6). Comptes débiteurs et avances	16
7). Prêts	16
8). Immobilisations corporelles	18
9). Obligations contractuelles	18
10). Opérations avec apparentés	19
11). Information sectorielle	19
12). Transferts entre ministères	20
13). Information comparative	21



1. Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2023 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (Agence). La direction a préparé les présents états financiers en suivant les conventions comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables pour le secteur public au Canada.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans les présents états financiers. Certains renseignements qui y sont présentés se fondent sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Agence. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le Rapport ministériel sur le rendement de l'Agence concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction s'assure également de l'objectivité et de l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Agence sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF vise à atténuer les risques pour les maintenir à un niveau raisonnable. Il est fondé sur un processus continu qui permet de déterminer quels sont les principaux risques, d'évaluer l'efficacité des contrôles connexes et d'apporter les changements nécessaires.

L'Agence fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général du Canada (BCG) et utilise les résultats de ces audits pour se conformer à la Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor.



2022-2023 Rapport sur les résultats ministériels - États financiers

Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le [site Web de l'Agence](#).

Les états financiers de l'Agence n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Valerie Gideon, Présidente

Sudbury, Canada

Le 2 octobre 2023

Lisa Furtado, Directrice financière

Le 29 septembre 2023



2. État de la situation financière

	2023	2022
Passifs		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 4)	31 029 655 \$	6 584 094 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	847 839	637 467
Avantages sociaux futurs (note 5)	224 908	251 293
Total des passifs	32 102 402	7 472 854
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	30 779 665	6 583 571
Débiteurs et avances (note 6)	450 278	143 375
Prêt en cours (note 7)	69 777 989	55 164 883
Total des actifs financiers bruts	101 007 932	61 891 829
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 6)	(200 623)	(143 375)
Prêt en cours (note 7)	(69 777 989)	(55 164 883)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(69 978 612)	(55 308 258)
Total des actifs financiers nets	31 029 320	6 583 571
Dettes nettes ministérielles	1 073 082	889 283
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 8)	4 045 672	2 800 098
Total des actifs non financiers	4 045 672	2 800 098
Situation financière nette ministérielle	2 972 590 \$	1 910 815 \$

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

3. État des résultats et de la situation financière nette ministérielle



2022-2023 Rapport sur les résultats ministériels - États financiers

	2023	2023	2022
	Résultats prévus		
Charges			
Développement économique pour le Nord de l'Ontario (note 13)	110 215 235 \$	106 981 860 \$	76 282 479 \$
Services internes	1 233 522	7 858 049	2 000 344
Charges engagées pour le compte du gouvernement (note 13)	-	(6,292,627)	(8 128 557)
Total des charges	111 448 757	108 547 282	70 154 266
Recettes			
Intérêts à recevoir sur les comptes débiteurs	-	64,893	-
Gain sur l'aliénation d'actifs	-	1,260	-
Recettes gouvernementales	-	(64,893)	-
Recettes totales	-	1,260	-
Coût net des activités poursuivies	111,448,757	108,546,022	70,154,266
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts gouvernementaux	111 448 757	108 546 022	70 154 266
Financement et transferts gouvernementaux			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada		83 799 256	63 641 735
Variation de la somme à recevoir du Trésor		24 196 094	6 583 571
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)		1 612 447	1 020 104
Transfert d'actifs/de passifs d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (note 12)		-	819 671
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts gouvernementaux		(1 061 775)	(1 910 815)
Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice		1 910 815 \$	-
Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice		2 972 590 \$	1 910 815 \$

Renseignements sectoriels (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



4.État de la variation de la dette nette ministérielle

	2023	2022
Coût de fonctionnement net après le financement et les transferts gouvernementaux	(1 061 775)	(1 910 815)
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 286 086	947 880
Amortissement des immobilisations corporelles	(40 512)	(17 263)
Transfert d'actifs d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (note 12)	-	1 869 481
Montant total de la variation due aux immobilisations corporelles	1 245 574	2 800 098
Augmentation nette de la dette nette de l'organisation	183 799	889 283
Dette nette ministérielle – début de l'exercice	889 283	-
Dette nette ministérielle – fin de l'exercice	1 073 082 \$	889 283 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



5. État des flux de trésorerie

	2023	2022
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts gouvernementaux	108 546 022 \$	70 154 266 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	(40 512)	(17 263)
Services reçus gratuitement		
d'autres ministères (note 10)	(1 612 447)	(1 020 104)
Variation de l'état de la situation financière		
Augmentation des créditeurs et des charges à payer	(24 445 561)	(6 584 094)
Augmentation des comptes débiteurs	249 655	-
Diminution des indemnités de vacances et de congés compensatoires	(210 372)	135 047
Diminution des avantages sociaux futurs	26 385	26 003
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	82 513 170	62 693 855
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 286 086	947 880
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	1 286 086	947 880
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	83 799 256 \$	63 641 735 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



6. Notes afférentes aux états financiers

1). Pouvoirs et objectifs

Créée en 1987 en tant qu'initiative fédérale au sein du ministère de l'Industrie dans le but de stimuler l'expansion et la diversification de l'économie du Nord de l'Ontario, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor) a été établie en tant qu'agence de développement régional autonome le 12 août 2021 par un décret pris en vertu de la Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique.

FedNor s'efforce de créer des possibilités de croissance économique en aidant les entreprises à devenir plus compétitives, plus novatrices et plus productives, en travaillant avec diverses collectivités afin de développer et de diversifier leur économie, et en faisant la promotion des atouts de la région.

Pour atteindre ce résultat stratégique, FedNor a une responsabilité essentielle et dispose de services internes :

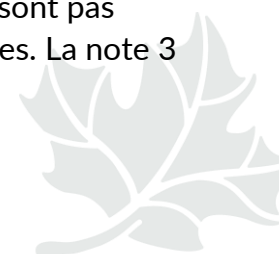
- Développement économique du Nord de l'Ontario : Cette responsabilité essentielle vise à soutenir la croissance économique, la création d'emplois et la prospérité du Nord de l'Ontario.
- Services internes : Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins en matière de programmes et aux autres obligations générales d'une organisation. Les services internes englobent uniquement les activités et les ressources qui s'appliquent à toute l'organisation, et non celles fournies dans le cadre d'un programme précis.

2). Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés en utilisant les conventions comptables gouvernementales énoncées ci-après, qui sont basées sur les normes comptables pour le secteur public du Canada. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables pour le secteur public du Canada.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

- a) Autorisations parlementaires – FedNor est financée par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à FedNor ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes consignés dans l'état des résultats et la situation financière nette et dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus dans les crédits parlementaires. La note 3



présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants indiqués au titre des résultats prévus dans l'état de la situation financière sont les mêmes que ceux présentés dans l'état des résultats prospectifs figurant dans le Plan ministériel 2022-2023.

- b) Encaisse nette fournie par le gouvernement – Les activités de FedNor sont financées à même le Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. Toute somme reçue par FedNor est versée au Trésor et tout débours de FedNor est prélevé sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement correspond à la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères fédéraux.
- c) Montants à recevoir du Trésor ou à lui verser – Ce poste découle d'un écart temporaire à la fin de l'exercice entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que FedNor a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.
- d) Revenus – Les revenus sont constatés dans l'exercice où les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

À l'exception des gains sur aliénation d'actifs autres que des immobilisations, les revenus sont gagnés au nom du gouvernement et ne sont pas disponibles pour acquitter les passifs de FedNor. Bien qu'on s'attende à ce que l'administrateur général (AG) maintienne le contrôle comptable, il n'y a pas de pouvoir concernant la disposition de ces revenus. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

- e) Charges : Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

Les paiements de transfert comme les contributions remboursables sous condition et les contributions non remboursables sont enregistrés comme une charge quand l'autorisation de paiement a été obtenue en tant que dépense légitime dans le cadre du programme de paiement de transfert applicable. Les paiements de transfert qui deviennent remboursables lorsque les conditions précisées dans l'entente de contribution entrent en vigueur sont comptabilisés en réduction des charges de transfert et reclassés comme montant à recevoir.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit conformément à leurs conditions d'emploi respectives.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires sont comptabilisés à titre de charges d'exploitation à leur coût estimatif.

- f) Avantages sociaux futurs des employés

- i.



- i. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au régime de pension de retraite de la fonction publique, un régime de pension à employeurs multiples administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de FedNor au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation ministérielle totale découlant du régime. La responsabilité de FedNor à l'égard du régime se limite à ses cotisations. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.
 - ii. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ en cas de départ volontaire a cessé pour les groupes d'employés visés. L'obligation résiduelle à l'égard des employés qui n'ont pas retiré d'indemnité est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ de l'ensemble des employés du gouvernement.
- g) Comptes débiteurs et prêts – Ils sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Une provision pour moins-value est comptabilisée pour les comptes débiteurs et les prêts dont le recouvrement est considéré comme approprié et incertain.

Les paiements de transfert qui sont remboursables sans condition sont comptabilisés comme des prêts.

- i. Contributions remboursables sans condition – Ce sont des paiements de transfert qui sont remboursables sans condition et qui sont comptabilisés comme des prêts. Ces contributions doivent être remboursées sans condition et les prêts sont assortis de conditions très avantageuses puisqu'ils sont accordés sans intérêt. De plus, ils comportent diverses modalités de remboursement.
 - ii. Contributions remboursable sous condition – Les paiements de transfert qui sont remboursables sous condition sont reclassés en comptes débiteurs lorsque les conditions précisées dans l'entente de contribution entrent en vigueur ou en cas de défaut.
- h) Provision pour prêts douteux et comptes débiteurs – Les prêts et les comptes débiteurs sont classés comme étant douteux lorsque, de l'avis de la direction, il existe un doute raisonnable quant à la perception en temps opportun du plein montant du principal et, le cas échéant, des intérêts. Une provision donnée est établie pour ramener la valeur comptabilisée du prêt à sa valeur de réalisation nette estimée.
- i) Passif éventuel – Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Si l'événement futur risque de se produire ou de ne pas se produire et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est établie et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire



une estimation raisonnable du montant de la perte, le passif éventuel est signalé dans les notes complémentaires des états financiers.

- j) Immobilisations corporelles – Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. FedNor n'inscrit pas à son actif les biens incorporels, les œuvres d'art ou les trésors historiques qui ont une valeur culturelle, esthétique ou historique, ainsi que les biens situés dans des réserves autochtones et les collections des musées.

Catégorie d'actif	Période d'amortissement
Véhicules	5 ans
Matériel informatique	3 ans

- k) Incertitude relative à la mesure – La préparation des présents états financiers exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur le montant déclaré de l'actif et du passif ainsi que sur les revenus et les charges déclarés dans les états financiers. Au moment de la préparation de ces états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les éléments les plus importants ayant fait l'objet d'estimations sont la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs aux employés et la vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.
- l) Opérations avec apparentés – Les opérations avec apparentés, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées à leur valeur brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de charges à leur valeur brute et évalués à la valeur d'échange.
- Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

3). Autorisations parlementaires

FedNor reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les postes consignés dans l'état des résultats et la situation financière nette du ministère et



2022-2023 Rapport sur les résultats ministériels - États financiers

dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats d'exploitation nets de FedNor pour l'exercice diffèrent selon le financement gouvernemental plutôt que selon la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations utilisées de l'exercice en cours

	2023	2022
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts gouvernementaux	108 546 022 \$	70 154 266 \$
Rajustements pour les éléments ayant une incidence sur les coûts de fonctionnement nets, mais sans incidence sur les autorisations		
Remboursement des contributions à remboursement conditionnel	-	271 833
Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères	(1 612 447)	(1 020 104)
Amortissement des immobilisations corporelles	(40 512)	(17 263)
Diminution des avantages sociaux futurs	26 385	26 004
Ajustement du solde créditeurs de l'année précédente	22 187	-
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	259 743	-
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(210 372)	135 047
Gain sur l'aliénation d'actifs	1 260	-
Autre	-	(5 065)
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(1,553,756)	(609,548)
Ajustements des éléments sans incidence sur les coûts de fonctionnement nets, mais qui ont une incidence sur les autorisations		
Augmentation des prêts et avances	23 797 827	18 726 939
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 286 086	947 880
Trop-payés salariaux	1 688	1 414
Total pour les postes n'ayant pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	25 085 601	19 676 233
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	132 077 867 \$	89 220 951 \$

(b) Autorisations fournies et utilisées

	2023	2022
	(en dollars)	
Autorisations fournies		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	14 560 768 \$	9 174 081 \$
Crédit 5 – Subventions et contributions	119 218 074	91 327 751
Montants législatifs	1 385 466	848 382
	135 164 308	101 350 214
Moins :		
Autorisations disponibles pour les prochains exercices	1 260	-
Autorisations périmées : Dépenses de fonctionnement	1 605 034	1 102 393
Subventions et contributions	1 480 147	11 026 870
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	132 077 867 \$	89 220 951 \$

4). Comptes créditeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente en détail les comptes créditeurs et les charges à payer de FedNor.



	2023	2022
	<i>(en dollars)</i>	
Créditeurs – parties externes	29 477 045 \$	6 068 746 \$
Créditeurs – autres ministères et organismes	1 039 523	533
Salaires et traitements courus	512 753	514 815
Autres montant à payer	334	-
Total des créditeurs et des charges à payer	31 029 655 \$	6 584 094 \$

5). Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de FedNor cotisent au régime de pension de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Pour le calcul des prestations de retraite, le nombre maximum d'années de cotisation est de 35 ans, à raison de 2 % par année de service donnant droit à pension multiplié par la moyenne des cinq meilleures années consécutives de gains. Les prestations sont intégrées à celles du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

FedNor et les employés admissibles cotisent au régime. En raison de la modification apportée à la Loi sur la pension de la fonction publique à la suite de la mise en œuvre des dispositions relatives au Plan d'action économique de 2012 du Canada, les employés cotisants ont été divisés en deux groupes distincts, à savoir le groupe 1 pour les employés inscrits au régime en date du 31 décembre 2012, et le groupe 2 pour les employés adhérant au régime à partir du 1er janvier 2013. Chacun de ces groupes est assujetti à un taux de cotisation distinct.

En 2022-2023, les charges s'élèvent à 1 254 920 \$ (773 810 \$ en 2021-2022). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois les cotisations des employés (1,01 fois en 2021-2022) et, pour le groupe 2, ce ration est d'environ 1,00 fois (1,00 fois en 2021 2022).

La responsabilité de FedNor à l'égard du régime se limite à ses cotisations. Les excédents ou les déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, le répondant du régime.

b) Indemnités de départ

FedNor verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire final. Aucune cotisation n'est versée pour ces prestations. Les indemnités seront



2022-2023 Rapport sur les résultats ministériels - États financiers

prélevées sur les autorisations futures. Les informations relatives aux indemnités de départ évaluées au 31 mars se présentent comme suit :

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et des changements apportés aux conditions d'emploi des cadres supérieurs et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ dans le cadre du programme d'indemnités de départ a cessé pour ces employés à compter de 2012. Les employés visés par ces changements se sont vu accorder l'option de toucher immédiatement la valeur intégrale ou partielle des indemnités gagnées à ce jour ou d'obtenir la valeur entière ou restante des indemnités à la cessation de leur emploi auprès de la fonction publique. Ces changements ont été intégrés dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ non payées.

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
	<u>(en dollars)</u>	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	251 293 \$	-
Transférées d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada	-	277 296
Charges pour l'exercice	(72 616)	(26 417)
Prestations versées pendant l'exercice	46 231	414
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	224 908 \$	251 293 \$

6). Comptes débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des comptes débiteurs et des avances de FedNor :

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
	<u>(en dollars)</u>	
Comptes débiteurs extérieurs	1 406 206 \$	1 016 308 \$
Débiteurs – autres ministères et organismes	249 655	-
Trop-payés et avances	43 161	48 894
Sous-total	1 699 022	1 065 202
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs extérieurs	(1 248 744)	(921 827)
Débiteurs et avances comptables bruts	450 278	143 375
Comptes débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(200 623)	(143 375)
Comptes débiteurs nets	249 655 \$	-

7). Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts de FedNor :



	2023	2022
	<i>(en dollars)</i>	
Contributions à remboursement non conditionnel	96 219 768 \$	77 640 952 \$
Moins : Provision pour prêts et avances douteux	28 441 779	22 476 069
Contributions à remboursement non conditionnel nettes	69 777 989	55 164 883
Montant brut des prêts à recouvrer	69 777 989	55 164 883
Prêts détenus au nom du gouvernement	(69 777 989)	(55 164 883)
Montant net des prêts	-	-

Contributions remboursables sans condition – Ces prêts concernent des contributions remboursables sans condition accordées à des tiers qui doivent être remboursées sans réserve. Une provision pour irrécouvrabilité de 28 441 779 \$ (22 479 069 \$ en 2021-2022) relative à ces prêts a été comptabilisée.

Le portefeuille de prêts comprend environ 230 contributions remboursables sans condition qui ne portent pas intérêt versées, pour la plupart, entre 2014 et 2022 avec des modalités de remboursement annuel établies.

Au cours de la période comptable, la direction a évalué le risque de défaut des prêts dans le contexte de la pandémie et a comptabilisé une provision estimative pour prêts douteux. L'estimation sera revue et ajustée chaque année.



8). Immobilisations corporelles

Les immobilisations en cours de construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable et sont amorties dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables.

<i>(en dollars)</i>									
Catégorie d'immobilisations	Coût				Amortissement cumulé			Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Transferts et ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Amortissement	Solde de clôture	2023	2022
Véhicules	447 483 \$	-	-	447 483 \$	339 438 \$	36 122 \$	375 560 \$	71 923 \$	108 045 \$
Matériel informatique	21 950	-	-	21 950	8 780	4 390	13 170	8 780	13 170
Immobilisations en cours de construction	2 678 883	938 470	347 616	3 964 969	-	-	-	3 964 969	2 678 883
Total	3 148 316 \$	938 470 \$	347 616 \$	4 434 402 \$	348 218 \$	40 512 \$	388 730 \$	4 045 672 \$	2 800 098 \$

9). Obligations contractuelles

La nature des activités de FedNor donne lieu à des contrats pluriannuels dans le cadre desquels FedNor s'engage à effectuer des paiements futurs pour exécuter ses programmes de paiement de transfert ou lorsque des services ou des biens sont reçus. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2024	2025	2026	2027	2028 et exercices suivants	Total
	<i>(en dollars)</i>					
Paiements de transfert	50 499 925 \$	26 334 340 \$	9 622 870 \$	3 006 644 \$	1 208 942 \$	90 672 721 \$
Autres biens et services	110 000	3 000	3 000	2 000	-	118 000
Total	50 609 925 \$	26 337 340 \$	9 625 870 \$	3 008 644 \$	1 208 942 \$	90 790 721 \$

10). Opérations avec apparentés

Selon le principe de propriété commune, FedNor est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. FedNor conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Au cours de l'année, FedNor a reçu des services communs obtenus sans frais d'autres ministères, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Durant l'exercice, FedNor a reçu gratuitement des services d'autres organisations de services communs en ce qui concerne les locaux, les services juridiques et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette de FedNor :

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
	<i>(in dollars)</i>	
Mesures d'adaptation	915 636 \$	496 949 \$
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentai	696 811	523 155
Total	<u>1 612 447 \$</u>	<u>1 020 104 \$</u>

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser la rentabilité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, comme les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette de FedNor.

b) Autres transactions avec apparentés

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
	<i>(en dollars)</i>	
Charges – Autres ministères et organismes	4 444 196 \$	2 014 496 \$

Les charges et les revenus inscrits à la section b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section a).

11). Information sectorielle



2022-2023 Rapport sur les résultats ministériels - États financiers

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur les responsabilités essentielles de FedNor. Cette présentation sectorielle est fondée sur les conventions comptables exposées dans le résumé des principales conventions comptables figurant à la note 2. Le tableau ci-après présente les charges engagées et les revenus générés dans le cadre des responsabilités essentielles, le tout regroupé par principaux postes de dépenses. Voici les résultats sectoriels pour la période :

(en dollars)	Développement économique pour le Nord de l'Ontario	Services internes	Total 2023	Total 2022
Charges				
Paielements de transfert				
Transferts à des organismes sans but lucratif	92 771 075 \$	-	92 771 075 \$	59 609 484 \$
Transferts à l'industrie	900 640	-	900 640	1 692 625
Total des paiements de transfert	93 671 715	-	93 671 715	61 302 109
Dépenses de fonctionnement				
Salaires et avantages sociaux des employés	6 217 283	4 661 647	10 878 930	6 994 758
Créances douteuses (note 13)	6 292 627	-	6 292 627	8 128 557
Services professionnels et spéciaux	151 572	1 447 254	1 598 826	1 144 123
Réparation et entretien de l'équipement	2 553	952 714	955 267	7 387
Hébergements	523 284	392 352	915 636	496 949
Déplacements	120 513	113 133	233 646	59 099
Communication	-	121 412	121 412	68 146
Mobilier et équipement	-	78 882	78 882	45 847
Amortissement	-	40 512	40 512	17 263
Location	1 495	23 862	25 357	4 007
Services publics, fournitures et approvisionnements	818	23 065	23 883	13 266
Frais postaux	-	3 216	3 216	837
Autres frais d'exploitation	-	-	-	475
Charges engagées pour le compte du gouvernement (note 13)	(6 292 627)	-	(6 292 627)	(8 128 557)
Total des charges de fonctionnement	7 017 518	7 858 049	14 875 567	8 852 157
Total des charges	100 689 233	7 858 049	108 547 282	70 154 266
Recettes				
Intérêts à recevoir sur les comptes débiteurs	64 893	-	64 893	-
Gain sur l'aliénation d'actifs	-	1 260	1 260	-
Recettes gouvernementales	(64 893)	-	(64 893)	-
Recettes totales	-	1 260	1 260	-
Coût net des activités poursuivies	100 689 233 \$	7 856 789 \$	108 546 022 \$	70 154 266 \$

12). Transferts entre ministères

Le 12 août 2021, le ministère de l'Industrie (Innovation, Sciences et Développement économique Canada) a transféré à l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario la responsabilité de l'Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, conformément au décret L.P. 2021-0840, y compris la responsabilité d'intendance des actifs et des passifs liés au programme. Par conséquent, FedNor a reçu les actifs et passifs suivants liés à l'Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario du ministère de l'Industrie (Innovation, Sciences et Développement économique Canada) le 12 août 2021 :



2022-2023 Rapport sur les résultats ministériels - États financiers

	2022
	<i>(en dollars)</i>
Actifs financiers	
Créances et avances	77 564 \$
Prêts	46 369 974
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	
Créances et avances	(77 564)
Prêts	(46 369 974)
Actifs non financiers	
Immobilisations corporelles	1 869 481
Total des actifs transférés	1 869 481
Passifs	
Indemnités de vacances et congés compensatoires	772 514
Avantages sociaux futurs	277 296
Total des passifs transférés	1 049 810
Rajustement à la situation financière nette ministérielle	819 671 \$

13). Information comparative

Certains chiffres correspondants ont été reclassés de façon à être conformes à la présentation des états financiers du présent exercice.

